

UNIVERSITÉ ET TRANSITION URBAINE: LE RÔLE DES ACTEURS
UNIVERSITAIRES DANS LA VILLE DE TURIN

Francesca Silvia ROTA¹, Carlo SALONE¹, Silvia CRIVELLO²

SOMMAIRE

L'article se concentre sur le rôle joué par les mécanismes de production, accumulation et exploitation des connaissances, en réfléchissant sur la fonction des universités dans la ville de Turin, en Italie.

On part de l'hypothèse que, à l'heure du postfordisme, la connaissance, la culture et la créativité jouent un rôle crucial dans les stratégies politiques et économiques des acteurs privés et publics. En particulier, les études urbaines et régionales n'ont pas été épargnées par cette vague, au point que la notion de connaissance est désormais conçue comme l'un des facteurs de développement les plus importants. Dans ce travail on expose une synthèse du fonctionnement du «circuit de la connaissance» dans les théories de développement régional et urbain sous trois angles visuels : la découverte de la connaissance et l'innovation dans le développement territorial; la relation entre la créativité, les connaissances et les lieux; l'émergence de politiques de développement territorial fondées sur la culture. En particulier, l'article propose des réflexions à partir du cas de Turin, une ville industrielle avec une forte tradition fordiste, dans lequel l'on analyse le rôle des universités locales en tant qu'agents d'innovation et de production/circulation de connaissance. Les résultats de l'analyse, basés sur des entretiens avec des acteurs urbains politique et économique, confirment la perception des universités locales comme des agents très importants pour les acteurs de l'économie de la connaissance.

¹ DITER / EU-POLIS, Politecnico e Università di Torino, Viale Mattioli 39, 10125, Torino, rota@econ.unito.it; carlo.salone@unito.it

² DINSE, Politecnico di Torino, Viale Mattioli 39, 10125, Torino, silvia.crivello@polito.it

1 Introduction. Etudes territoriales et économie de la connaissance³

Personne ne paraît douter, au sein du débat contemporain sur les sources du développement, du rôle joué par les mécanismes de production, d'accumulation et d'exploitation de la connaissance dans ses plusieurs formes. Surtout dans les réflexions sur l'essor de la société postfordiste, l'espace occupé par la notion de connaissance et par celles, très étroitement liées, de culture et de créativité est croissant et évoque désormais une attitude très commune et très à la mode dans les rhétoriques publiques et dans certaine littérature scientifique.

Le domaine des études urbaines et régionales n'a pas été épargné par cette vague, à un tel point que le système orbitant autour de la notion de connaissance est aujourd'hui conçu comme l'ensemble de facteurs responsables du développement dans et par les lieux. Bien d'auteurs nous pourvoient une vaste batterie de schémas théoriques illustrant la fonction des composantes culturelles dans le processus de renforcement des capacités locales d'intercepter les ressources et les flux des capitaux qui bougent dans les réseaux globaux. Cette vision est profondément affectée par la structure des mécanismes du capitalisme post-fordien, qui incorpore de plus en plus des éléments de connaissance codifiée et sophistiquée, aussi que de connaissance tacite, d'innovations créatives et de valeurs symboliques (Thrift, 2005). Dans cette modification du rôle de la culture dans les processus économiques et sociaux, plusieurs schémas analytiques ont été élaborés pour expliquer ce nouveau « tournant culturel » dans le développement régional et urbain.

On peut essayer d'esquisser une synthèse de cette intégration croissante du « circuit de la connaissance » dans la théorie du développement régional et urbain en trois passages fondamentaux : 1) la découverte de la connaissance et de l'innovation dans le développement territorial ; 2) les liens entre créativité, connaissance et lieux ; 3) l'émergence de politiques de développement territorial fondées sur la culture.

Dans cet article on essayera de résumer la trajectoire de la connaissance et de la créativité dans les théories du développement urbain et régional (Section 1), de définir et décrire les différents processus d'ancrage et d'enracinement des acteurs de la connaissance (2) et de situer Turin et ses composantes liées à l'économie de la connaissance dans la transition postfordiste (3). Le rôle des institutions universitaires dans l'économie de la connaissance sera discuté sur la base des résultats d'une campagne d'interviews menée sur ce sujet auprès d'un échantillon d'entreprises turinoises innovantes (4). Finalement, quelques conclusions seront présentées dans la Section 5.

³ Ce article a été tiré d'un travail de recherche qui a été présenté - avec la précieuse contribution de Paola Dadone - à Paris pendant le colloque CEDIMES-UPEC « Universités et métropole créative » (18-19 janvier, Paris). Quoique l'article soit le résultat d'un travail commun des auteurs, les paragraphes 1 et 2 ont été rédigés par Carlo Salone, 3 et 5 par Francesca S. Rota et le 4 par Silvia Crivello, alors que le 6 a été écrit à trois mains.

2 Connaissance et créativité dans le développement régional et urbain

2.1 Le « circuit de la connaissance »

Les premières étapes dans la définition du paradigme du développement basé sur la connaissance et la culture peuvent être reconduites aux suggestions théoriques issues des travaux sur la dimension territoriale des processus d'innovation, dont les piliers conceptuels sont la notion d'économie fondée sur la connaissance (Malberg, 1997) et, pour certains aspect, celle du district industriel à la Marshall (décrit, par exemple, par Becattini, 2009), qui a introduit une sensibilité théorique vers « the role played by socio-cultural structures in regional development » (Asheim, 2003, p. 414). Mais la contribution la plus importante a été probablement apporté par le concept de *learning region*, ou région apprenante, parue dans un article pionnier de R. Florida (1995). K. Morgan a fait recours aux deux concepts intégrés dans un ouvrage très connu publié sur *Regional Studies* en 1997 : dans ce travail, l'auteur part du constat de la faible capacité des paradigmes dualistes – Etat/marché, publique/privé, capital/travail etc. – d'expliquer et d'éclaircir les règles implicites du développement. Morgan soutient le rôle crucial des institutions intermédiaires et la puissance explicative du paradigme du réseau, appliqués aux organisations sociales. D'un coté, Morgan établit une connexion entre le paradigme du réseau, dessiné pendant les années 90 par plusieurs travaux sur l'innovation interactive (Lundvall, 1988), le capital social (Putnam, 1993), les biens relationnels et institutionnels (Storper, 1995) et la nature du développement régional ; de l'autre coté, il souligne les relations entre l'innovation de processus, de produit et organisationnelle et l'innovation sociale et institutionnelle. Ce qui nous intéresse davantage dans les raisonnements de Morgan est la focalisation sur l'importance des effets conjoints des processus collectifs, des parcours d'innovation et des institutions enracinées dans des valeurs comme la confiance, la réciprocité etc. sur le développement des régions. Cet auteur réfléchit sur ces questions à partir du cas du Pays de Galles et de son agence de développement, sur les quels, toutefois, il ne manque pas des critiques très sévères (voir, par exemple, Lovering, 1999). En tout cas, cette formule de la *learning region* a connu un formidable succès dans la littérature régionale, en inspirant aussi des programmes de recherche et de développement à niveau international dédiés au développement économique fondé sur la connaissance (voir OECD, 2001).

Les années '90 ont été sans doute la décennie de la renaissance des économies régionales et des régions en tant qu'espaces et acteurs de politiques (Veltz, 1996 ; Keating, 1997 ; Agnew, 1994 et 2000), un phénomène qui ne doit pas surprendre à l'heure de la mondialisation, car celle-ci ne produit pas les effets d'homogénéisation que certains analystes lui attribuent

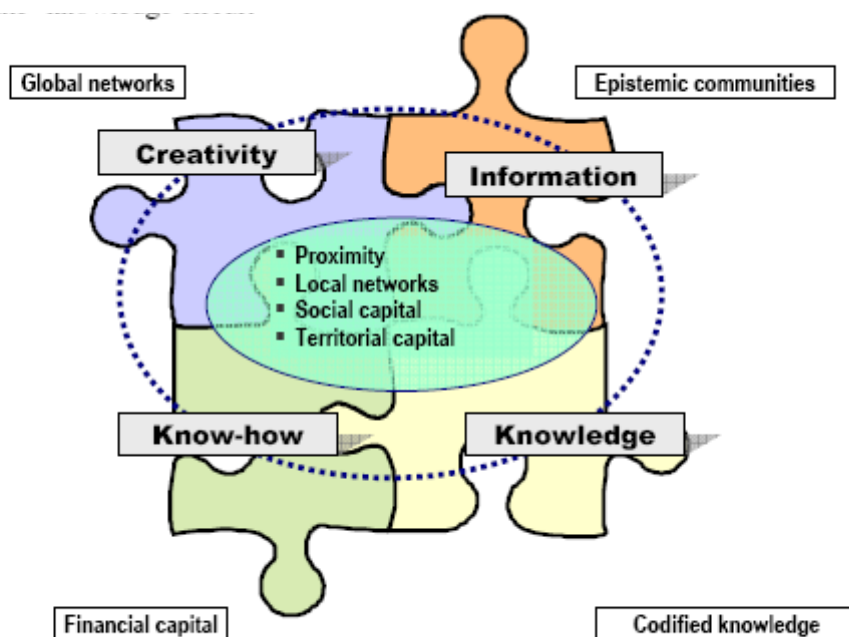
(Friedmann, 1994 et 1997), mais, bien au contraire, elle peut exalter les spécificités régionales en comprimant les capacités de contrôle et de régulation des anciens Etats nationaux.

Pour faire émerger les « vertus » économiques des régions en terme de compétitivité, les auteurs de cette échelle d'organisation spatiale soulignent l'importance des relations input-output localisées dans les territoires, mais aussi les interdépendances non marchandes qui relient les entreprises dans des réseaux très étroits : structure du marché du travail, normes et valeurs inscrites dans la culture des régions, institutions publiques ou quasi-publiques, apprentissage collectif et coordination entre les différents sujets qui opèrent dans le contexte régional. Dans cette évolution conceptuelle, il ne faut pas oublier de rappeler le rôle couvert par la théorie des milieux innovateurs élaborée par le GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs). Cet ensemble de chercheurs a travaillé sur l'hypothèse selon laquelle les milieux régionaux et urbains sont doués d'une autonome capacité innovante, qui leur permet de générer de nouveaux produits, de nouvelles techniques et de nouvelles formes d'organisation industrielle (Aydalot, 1986; Camagni et Quevit, 1992; Camagni, 1991). Le cible de ces travaux est surtout sur les villes comme systèmes cognitifs où des différents types de connaissance se mêlent, en donnant lieu aux processus d'innovation, et sur la capacité des milieux innovateurs de réduire les incertitudes des marchés.

Après les efforts de ces courants de la recherche de clarifier la rôle de l'apprentissage collectif et des institutions dans les processus d'innovation, le concept d'enracinement – *embeddedness* (utilisée, par exemple, par Grabher, 1993) or territorial *embedment* (Becattini, 2009) dans la traduction inglese – de la connaissance dans les structures territoriales est devenu familial aux études de développement régional.

Un schéma conceptuel qui peut aider à reconnaître synthétiquement les principales étapes du processus territorial de la production de connaissance est celui représenté par la Figure 1:

Figure 1 - Le « circuit de la connaissance »



Source : Bramanti et Salone, 2009, p. 15

La brique fondamentale du processus est l'information: elle est disponible à un prix très accessible, voire gratuit, devient très vite obsolète et peut être changée à longue distance. En même temps, elle requiert des capacités de lecture et de décodification qui permettent de sélectionner, déposer ou transférer ses composantes utiles à la connaissance. Cette dernière occupe la deuxième étape, c'est-à-dire la transformation des contenus d'information dans un système structuré de connaissance, grâce à des mécanismes de filtrage et d'assemblage. La troisième étape est représentée par les, le *savoir-faire* qui sort des pratiques de travail, de consommation et de relations sociales quotidiennes et de longue période mises en œuvre par les individus et les organisations. La quatrième est, finalement, la créativité : encore que, aujourd'hui, l'abus de ce terme tend à affaiblir sa signification, dans notre discours il se réfère à l'habileté particulière d'un individu ou d'une organisation à découvrir ou éclaircir des connexions inusuelles entre des domaines d'activités différents et à faire connaître des nouvelles opportunités, parfois au travers de processus de « sérendipité ». Néanmoins, la créativité ne requiert pas seulement une combinaison de genres divers de connaissance, mais aussi l'interaction entre des acteurs divers.

L'entière séquence information-connaissance-compétence-crétativité, plutôt que constituer un chemin linéaire, elle rassemble à une spirale où la capacité de faire face aux problèmes croît de plus en plus par le biais de la proximité et des connexions à longue distance, des relations formelles et informelles, de la connaissance tacite et codifiée.

2.2 Connaissance, créativité et lieux

Le concept of connaissance, qui a été au cœur du débat régional pendant les années '90, a été aussi déterminant dans la construction de certains éléments-clé du discours politique au niveau national ainsi qu'au niveau supranational : des documents publics comme la « Stratégie de Lisbonne » et « Europe 2020 » de l'Union Européenne (UE) reflètent l'idée selon laquelle la prospérité nationale et régionale dépend de mesure croissante du taux de connaissance incorporé dans les systèmes sociaux et économiques.

Plus ambigu, peut-être, mais strictement liée au précédent, le concept de « culture » a gagné une position cruciale dans les études urbaines et régionales. La culture peut être définie comme la manière dans laquelle chaque société crée des significations autour des choses, donc non un objet, quelque chose qui existe à l'extérieur des gens, mais plutôt un processus, au sein duquel on assiste à un développement intellectuel, ou une façon d'être des personnes qui partagent certains comportements, choix de consommation etc., ou, encore, des pratiques de nature « artistique ». Donc, la culture pourrait être comparée à une sorte de carburant essentiel pour la réussite des processus de création matériels et immatériels.

L'insistance sur la connaissance et la créativité se relie au débat sur les sources de la compétitivité territoriale, dans lequel les positions se polarisent : d'un côté, sur la conception néo-ricardienne des avantages comparatifs, soutenue par Krugman et la « nouvelle géographie économique », et, de l'autre, sur la valorisation des avantages absolus, théorisée par Camagni (2000). Cette dernière position semble la plus convaincante pour illuminer les phénomènes de concurrence interurbaine, en particulier, dans un ensemble institutionnellement homogène comme celui de l'Union Européenne et, *a fortiori*, à l'intérieur des différents pays européens, car elle insiste sur l'impossibilité d'employer des leviers de compétitivité traditionnels comme la dévaluation de la monnaie ou la compression des salaires dans un cadre d'unité monétaire.

Partant, si ce sont les avantages absolus qui comptent, alors tous les éléments qui confèrent unicité aux productions sont des facteurs stratégiques et, le plus souvent, ils sont fortement branchés sur les territoires (Sacco et Segre, 2009) : en autres termes, il s'agirait d'avantages compétitifs territorialement spécifiques et non reproductibles dehors des contextes territoriaux d'origine. Parmi ceux-ci, évidemment, la ressource primaire va être de plus en plus celle liée aux compétences et aux savoir-faire, donc au capital humain.

Dans la théorie de Florida (2002 et 2005), ce capital humain est représenté par la « classe créative », c'est-à-dire par une catégorie d'acteurs très défini qui comprend des sujets à haut-niveau d'éducation, cosmopolites, ouverts aux changements et caractérisés par des styles de vie bohémiens. Ils deviennent, selon Florida, la véritable classe hégémonique dans un monde dominé par un capitalisme fondé sur la connaissance. Les créatifs sont extrêmement mobiles dans l'espace, et donc c'est eux qu'il faut attirer dans les territoires qui visent à augmenter leur capacité concurrentielle dans l'économie de la connaissance.

Le très bien connu model de Florida fondé sur les « trois T », talent, technologie et tolérance, a été appliqué à plusieurs échelles spatiales, dès espaces nationaux aux villes, et a été focalisé sur la fonction cruciale jouée par la classe créative. Il a obtenu un succès indiscutable et a stimulé un débat très vivace parmi les experts de développement régional et urbain, mais il a aussi été le cible de critiques très pointues (Peck, 2005 ; Vivant, 2009) sur les hypothèses et les outils d'analyse qui le caractérisent.

Les critiques ont mis en évidence une certaine indétermination des concepts, la circularité des rapports cause-effet (les créatifs sont attirés par les villes qui ont déjà une dotation de fonctions créatives, donc il n'y a pas une véritable possibilité d'évolution, car les centres moins attractifs sont exclus du circuit vertueux...), le néo-libéralisme caché sous l'apparence d'un discours technocratique. Mais, à notre avis, le défaut le plus évident est surtout lié à la nature cosmopolite et globalisée des créatifs, donc à leur tendance à se déplacer d'un lieu à l'autre, ce qui ne permet pas de donner stabilité aux avantages compétitifs dérivant de cette présence et, par conséquent, aux politiques de développement ciblées sur les besoins et les comportements de ces élites.

Cela semblerait empêcher un véritable développement du système territorial, étant donné que ces processus sont durables au fur et à mesure qu'ils sont mis en place par des acteurs branchés sur le milieu local : cet aspect nous introduit à la question centrale de l'enracinement des acteurs, thème que sera développé plus avant.

D'autre part, l'impact de cette théorie a été énorme sur les managers et les administrations urbaines: sa simplicité et son efficacité communicationnelle le rendent particulièrement appropriable par les élus, sa rhétorique post-politique acceptable par toute administration, de quelque couleur s'agisse-t-il.

En tout cas, beaucoup d'ouvrages sont désormais centrés sur la dimension culturelle, qui est déclinée dans les études urbaines selon deux aspects dominants: d'une part, les analyses qui discutent des implications des facteurs culturels dans l'évolution de la base économique urbaine et qui sont très richement exemplifiées dans le bouquin d'Allen J. Scott (2000) sur l'économie culturelle des villes ; de l'autre part, les travaux visant à fournir les outils de l'urbanisme « créatif », par exemple le travail de C. Landry (2001), qui est probablement la traduction la plus explicite du paradigme de la créativité dans l'aménagement urbain et, à la fois, l'un des plus faibles applications en termes théoriques.

Même significatifs paraissent les travaux qui théorisent les districts/cluster culturels (Pinson, 2002 ; Mommaas, 2004 ; Santagata, 2006 ; Lazzeretti, 2008) et décrivent la ville comme un "urban playscape" (Chatterton et Hollands, 2002), à soumettre à des politiques de branding (Evans, 2003).

3 Ancrage et enracinement territorial des acteurs de la connaissance

Les processus de développement territorial peuvent être représentés comme les effets plus ou moins intentionnels d'une action collective, conduite par un réseau d'acteurs liés en quelque mesure au territoire local et capables de reconnaître et de mettre en valeur les ressources du milieu local. Le développement consiste justement dans la capacité de reproduire ces ressources par le biais d'une action collective territoriale, en produisant de la valeur ajoutée territoriale (Dematteis et Governa, 2005). Si cette valorisation ne compromet pas l'ensemble des ressources matérielles et immatérielles mais, au contraire, l'enrichit de capital social, on peut légitimement parler de développement territorial.

Dans ce sillon, il est essentiel essayer de définir et de distinguer les façons que les acteurs mettent en place pour se rapporter aux contextes territoriaux où ils agissent, à savoir, leur capacité de se territorialiser.

En effet, la simple co-localisation d'une communauté d'acteurs dans un même contexte territorial n'est pas une condition suffisante pour partager des intérêts communs et pour mettre en œuvre des formes d'action collective. Il ne suffit donc pas de la proximité pour activer des relations significatives entre les acteurs et pour impliquer ceux-ci dans la construction de projets de développement territoriaux. Au contraire, très souvent les acteurs locaux limitent les échanges avec leur environnement aux seules relations mercantiles, fonctionnelles à engendrer un retour immédiat. Celle-ci est la critique que souvent on fait aux entreprises multinationales de propriété étrangère, accusées de suivre des logiques indifférentes aux exigences et aux vocations des territoires où elles opèrent, voire d'être en conflit ouvert avec les logiques locales.

La même reproche peut concerner aussi d'autres acteurs, parmi lesquels les universités occupent une position prééminente. Ce « manque de territorialisation » représente une occasion perdue selon deux points de vue : d'un côté, en reprenant la métaphore du « circuit de la connaissance », des portions stratégiques de connaissance et des compétences spécifiques - dont ces acteurs sont porteurs - restent exclues des processus de génération et exploitation économique de la connaissance ; de l'autre côté, il comporte un échec de la culture exprimée par les lieux, car il ne permet pas de valoriser toutes les composantes sociales qui enrichissent la production culturelle locale. Enfin, la territorialisation des acteurs constitue un processus-clé qui favorise la cohésion territoriale et, par conséquent, la recomposition de territoires de plus en plus sollicités et fragmentés par la mondialisation.

A ce fin, il peut être utile d'utiliser la couple antinomique ancrage/enracinement.

Dans notre travail, l'ancrage est caractéristique d'un acteur qui se localise dans un lieu donné grâce à la création d'une liaison ou un lien stable avec la dimension locale et ses ressources ; cette localisation peut être de courte ou de longue durée, mais elle est définie surtout par sa

sélectivité par rapport aux ressources locales exploitées et aux sujets avec lesquels elle se met en relation. En particulier, l'ancrage est une relation réversible, car les acteurs peuvent décider de laisser leur localisation si les conditions deviennent moins avantageuses qu'ailleurs.

Par contre, l'enracinement est un phénomène qui ne s'appuie pas seulement sur des relations stables, mais qui met aussi en place un échange entre le sujet en question et son environnement, qui réalisent une interaction réciproque. L'enracinement est irréversible, c'est-à-dire qu'il provoque des effets permanents de transformations ainsi des acteurs qui s'enracinent que des territoires qui les accueillent.

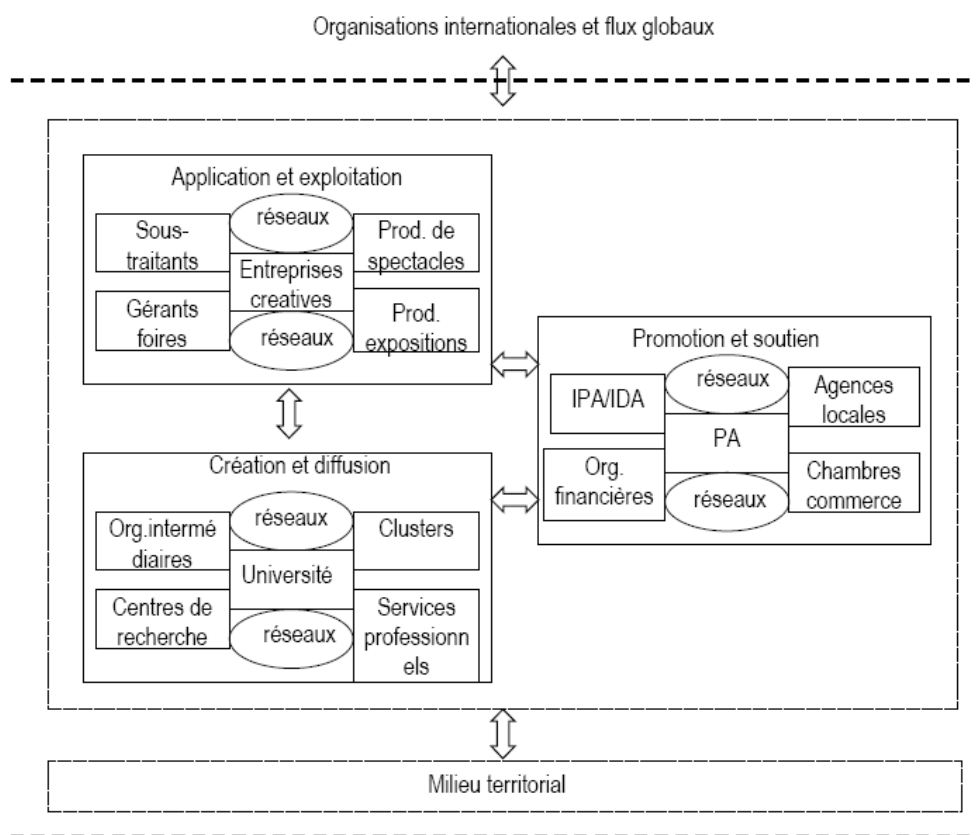
Surtout dans des contextes de vieille industrialisation, à l'heure actuelle fortement exposés à la compétition internationale, l'objectif de l'enracinement acquiert un espace croissant dans les politiques territoriales. Par exemple, sont de plus en plus nombreuses les agences d'attraction des investissements qui associent à l'objectif de d'attraction des investissements étrangers celui du « *after care* » et du soutien au développement des entreprises étrangères déjà localisées. Mais comment peut-on faciliter l'enracinement des acteurs ? Sur la base de considérations précédentes, il faut supposer que l'ancrage est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour qu'il y ait un enracinement des acteurs dans un territoire donné.

Alors, schématiquement, on peut esquisser les conditions pour passer du simple ancrage à l'enracinement territorial, à savoir :

- a) les relations entre le sujet et le système territorial doivent avoir un caractère « territorialisé » : en autres termes, les acteurs acceptent de participer activement aux réseaux locaux ;
- b) ces relations territorialisées donnent lieu à une production d'externalités positives (*spill-over* de connaissance, *spin-off* matériels);
- c) l'action des acteurs territorialisés se traduit dans une activation de projets collectifs et un élargissement de la gouvernance territoriale.

Certes, la façon dans laquelle ces conditions sont poursuivies et les effets du leur territorialisation changent considérablement selon le type d'acteur considéré. Dans notre travail, on a cherché de comprendre le rôle joué par une particulière catégorie d'acteurs de la connaissance et de la culture agissant à l'intérieur d'un système urbain : il s'agit des institutions universitaires. Dans l'espace urbain, plusieurs sont les acteurs qui participent au circuit de la connaissance, soit par une production directe de savoir, soit par leur soutien organisationnel, financier etc. aux processus culturels : on a déjà rappelé les universités, auxquels on peut ajouter les collectivités territoriales, les agences de développement local et certaines institutions intermédiaires (les fondations d'origine bancaire, par exemple, dans l'expérience italienne, ou les *charities* britanniques), qui normalement sont des acteurs fortement ancrés, souvent par leur statut même (Figure 2).

Figure 2 - Les acteurs de la connaissance et de la culture dans la ville



Source: revisité à partir de Rota, 2006, p. 147

Dans ce schéma, les institutions universitaires sont des acteurs «glocaux» (Benneworth et Hospers, 2007) : ils sont des nœuds-clés du réseau international de la connaissance et de l'innovation, mais ils sont aussi bien des acteurs locaux, stablement installés dans les villes. De toute façon, leur niveau d'enracinement dans la société locale, leur territorialisation, peut varier de manière significative. A différence des entreprises, qui suivent des intérêts privés, parfois en contraste avec les logiques de développement du système territorial, les acteurs publics – même si les universités ne sont pas toujours publiques - devraient incarner l'intérêt public, encore que la politologie nous a averti sur les logiques partisans qui se cachent dans les actions des pouvoirs publics et qui opposent composantes sectorielles et niveaux territoriaux différents (Benneworth et Groen, 2010).

Dans les sections suivantes, on cherchera à éclaircir la fonction exercée par l'université sur les principales composantes du processus cognitif et créatif dans le système urbain néo-industrielle de Turin (Italie).

4 La transition postfordiste de Turin et le circuit de la connaissance

Comme on a rappelé dans le premier paragraphe, la fortune des travaux de Florida dans les circuits académiques s'est révélé inversement proportionnelle à celle obtenu chez les élus : stimuler et soutenir la créativité, attirer les « classes créatives », ont devenu les impératifs sur lesquelles on a orienté les politiques de beaucoup de réalités urbaines du Nord du monde.

Mais quelle est la position de Turin dans cette nouvelle dimension du développement?

Au fil du XX^{ème} siècle, dans l'imaginaire collectif des Italiens la ville de Turin a représenté l'exemple le plus achevé de ville fordiste, une sorte de « Detroit italienne » (Amari, 1980; Città di Torino, 1982). Il s'agit d'un rôle qui aujourd'hui ne correspond pas aux représentations des acteurs politiques et économiques, et cette condition a donné lieu à nombreux efforts, de sujets publics comme de certains acteurs privés (par ex. les fondations culturelles), visant à repenser ou à refonder les trajectoires de développement de la ville, en termes de diversification économique et de promotion d'un imaginaire différent par rapport au passé, avec lequel se proposer autant aux résidents qu'au monde extérieur.

Depuis les années quatre-vingt-dix, la ville a vécu une longue période de transition qui a marqué, comme dans toutes les villes industrielles de l'Occident, la crise ou, tout-de-même, la radicale révision des possibilités de développement liées à la grande entreprise fordiste. Dans ce cadre, l'effort de diversifier la base économique urbaine s'est révélé une opération pas si simple (Pinson, 2002 ; Vanolo, 2008): dans le monde académique, le débat sur le post-fordisme s'est déroulé au début des années quatre-vingt, pour s'intensifier aux années quatre-vingt-dix, mais les scénarios futures pour l'industrie sont encore largement indéfinis.

En fait aujourd'hui, sous nombreux aspects, Turin n'est plus une ville fordiste, mais son caractère industriel reste en tout cas indéniable. Les activités manufacturières gardent une position centrale dans la vie sociale et économique du territoire, comme les chiffres le montrent très clairement : les employés dans l'industrie en Province de Turin sont, en 2006, le 35% (comme dix ans avant, Comitato Rota-Circolo l'Eau Vive, 2007), le chiffre le plus élevé dans les provinces métropolitaines italiennes.

L'organisation universitaire turinoise bien reflète cette orientation industrielle, en particulier évident pour le Politecnico, dont les cursus focalisés sur la mécanique ou l'électrotechnique ont attiré dans l'année académique 2009-10 850 étudiants, un quart (25,1%) du total des inscrits à la Faculté d'Ingénierie. Et, même si le nombre total des brevets piémontais est relativement inférieur aux meilleurs performances italiennes (100,2 brevets par million d'habitants en 2007, contre 118,6 en Emilia-Romagna), si l'on ne considère que le domaine de la mécanique les performances turinoises sont les plus hautes au niveau national (18,489 brevets par million d'habitants en 2007, contre 15.983 en Emilia-Romagna).

Malgré cette persistante vocation industrielle et les difficultés structurelle du secteur automobile, après la deuxième moitié des années '90 la municipalité a décidé de promouvoir un processus de diversification avec des remarquables investissements sur les industries du tourisme et de la culture, avec la création en 1997 d'une agence locale pour la promotion intégrée du tourisme (Turismo Torino) et d'une agence pour l'attraction des investissements extérieurs (Investire in Torino e in Piemonte, ITP). En 2000 on a assisté à une multiplication de structures finalisées à attirer acteurs spécialisés dans des différents secteurs, comme les foires et les expositions (Torino Convention Bureau), les activités liées à l'industrie du cinéma (Torino Film Commission) et à la communication.

Les efforts pour modifier l'image de la ville en termes plus performant par rapport à celle « old-fashioned » d'une agglomération industrielle grise et fermée ont trouvé dans l'activité d'aménagement urbain et de planification stratégique des occasions très importantes (Plan d'occupation des sols, 1995 ; Plan Stratégique de Torino Internazionale (Associazione Torino Internazionale, 2000 et 2006), qui ont permis de réhabiliter une vaste présence de friches industrielles à l'intérieur de la ville (De Rossi et Durbiano, 2006) et ont contribué à redéfinir le brand de la ville et son positionnement dans la compétition interurbaine mondiale (Pinson, 2002). A ces politiques urbaines s'est ajouté l'évènement des Jeux Olympiques d'hiver, véritable occasion pour transformer la ville dans une scène séduisante pour des touristes et des spectateurs de tout le monde et pour équiper la ville avec des infrastructures matérielles modernes (métro, nouveaux espaces pour le sport et le spectacle etc.).

5 Université et transition urbaine à Turin : une évaluation sur la base d'une campagne d'interviews aux acteurs de l'innovation technique

Le thème de la créativité fait son entrée dans le discours public turinois à l'heure de la définition du deuxième plan stratégique (Associazione Torino Internazionale, 2006), un peu plus tard que dans d'autres contextes nationaux. L'interprétation du sujet se caractérise par deux différentes acceptions :

- d'un côté, la créativité est vue comme la capacité de générer des idées innovantes dans le domaine industriel, notamment nouveaux produits ou services. Dans ce sillon, le design est considéré comme l'un des secteurs de pointe où des nombreuses talents et une connaissance contextuelle se concentrent d'une manière particulière ; en dépit du rapport plutôt ambigu entre la ville et sa tradition industrielle (Bocca, 2002 ; Vanolo, 2008), la créativité dans le domaine du design industriel devient la clé pour revivifier les liens entre culture et production, grâce à la présence d'ateliers prestigieux (Giugiaro, Pininfarina etc.), de cursus universitaires (Design industriel et Ingénierie de la voiture au Politecnico) et des écoles privées (l'Institut Européen du Design, l'Institut d'Art

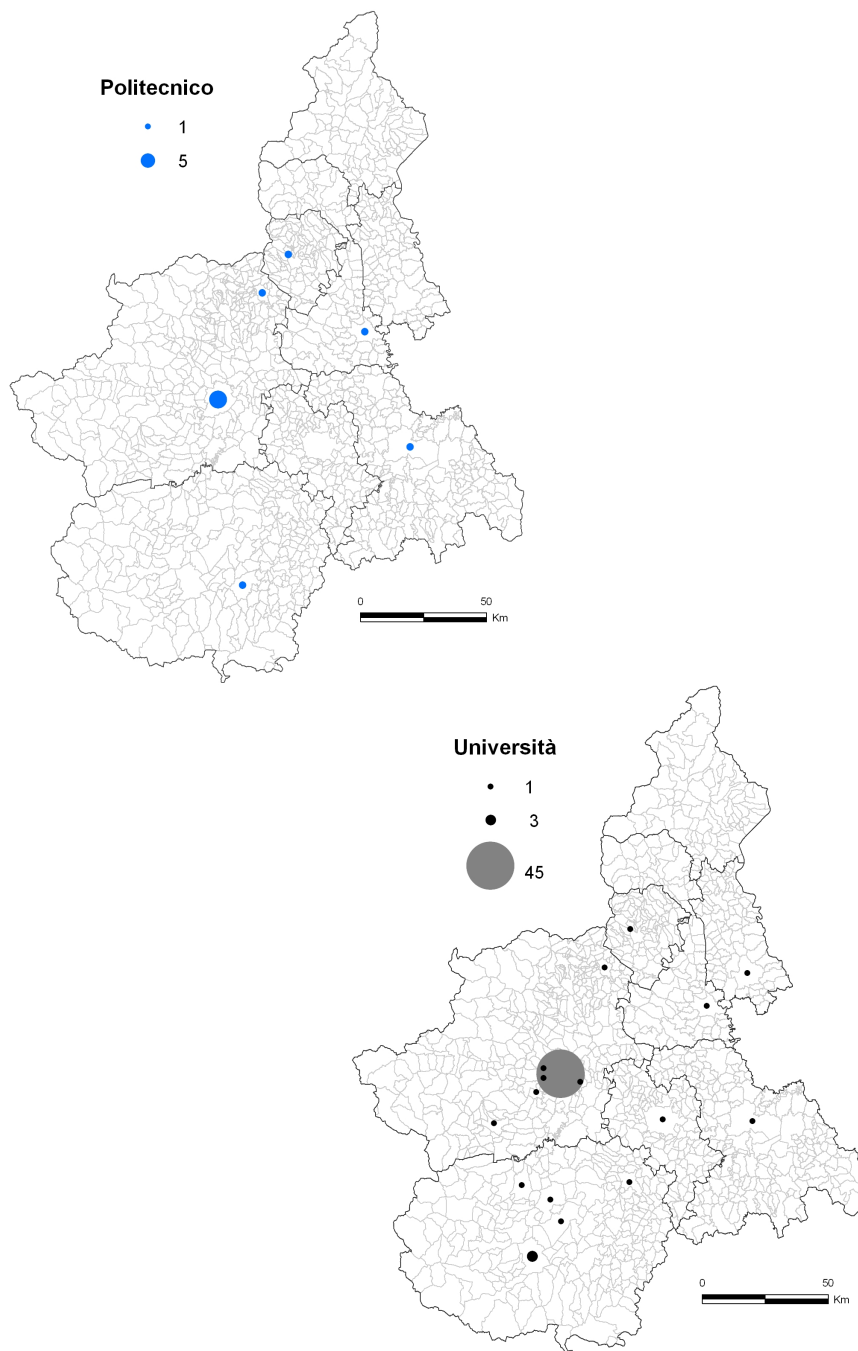
Appliqué et Design) et d'autres initiatives ponctuelles comme celle de Turin Capitale du Design 2006-2007 ;

- de l'autre côté, le thème de la créativité retrouve sa déclinaison pour ce qui concerne la mise en valeur du patrimoine culturel urbain, en particulier dans le but de renforcer l'offre touristique : en général, on peut affirmer que la ville « utilise » la créative pour mettre en valeur des initiatives, des secteurs et des compétences déjà existant mais en quelque façon oubliée : la culture de l'art visuelle, soit traditionnelle soit contemporaine, en termes de fruition/commerce (musées, galeries, expositions) mais aussi de production (Académie, ateliers privées, réseaux d'artistes), le cinéma, encore dans le deux sens de fruition (Musée du Cinéma) et de production (lieux de tournage, industrie créative) (Crivello, 2009a et 2009b).

Pour terminer cette brève description de la culture au service des politiques de revitalisation de la ville, il faut rappeler la redécouverte de la culture du vin et de la gastronomie de qualité véhiculée par un mouvement d'envergure internationale comme Slow Food et source de nouvelles activités dans le domaine de la culture (Salon du goût à Turin, Université du goût de Pollenzo), de la production (filiales agroalimentaires), de la consommation (Eataly, le plus grand store de produits alimentaires de qualité en Europe).

Dans cette section on cherchera à éclaircir le rôle joué par le système universitaire torinoise dans le processus de transition postfordiste de la ville. On parle de système universitaire car Turin est le siège de deux différentes institutions universitaires, le Politecnico di Torino et l'Università degli Studi di Torino, dont l'articulation spatiale au sein de l'agglomération urbaine compte plusieurs localisations.

Figure 3 - Sièges régionaux du Politecnico di Torino et de la Università degli Studi di Torino



Source : notre élaboration (restitution cartographique par Paola Guerreschi, LARTU-DITeR)

Selon la littérature internationale l'université joue un rôle crucial dans la transition de nombreuses villes en Europe et ailleurs (Benneworth et Hospers, 2007 ; Rodin, 2007 ; Chatterton, 2000): effectivement, même à Turin les acteurs universitaires ont contribué de mesure importante (participation des institutions universitaires aux plans stratégiques, aux réseaux décisionnels, aux initiatives du gouvernement régional sur les pôles d'innovation) et

il a engendré des considérables retombées sur le territoire, surtout en termes d'image et d'internationalisation de la ville.

Figure 4 - Sièges universitaires dans la ville de Turin



Source : notre élaboration (restitution cartographique par Paola Guerreschi, LARTU-DITer)

Parmi les bénéfices reconnus, plusieurs études mettent en évidence le fait que le système universitaire turinois a contribué à (Russo et Terna, 2004 ; Comitato Rota-Circolo l'Eau Vive, 2007 et 2010; Cabodi, Rossignolo et Rota, 2010; Santangelo et Vanolo, 2010):

- Construire une nouvelle image internationale de la ville (dynamique, innovante, créative...) fondée sur le binôme patrimoine/héritage industriel – innovation ;
- Contribuer au processus de régénération urbaine en réalisant des polarités nouvelles (nouveaux pôles universitaires comme la cittadella politecnica) ;
- Construire des « nouvelles » connaissances et des compétences techniques (cinéma, audiovisuel etc.), de conception et d'organisation (participation à des projets internationaux, attraction d'événements, finance pour la recherche) dans des secteurs traditionnels (ingénierie de l'automobile) et haute technologie (biotechnologie) ;
- Améliorer l'accessibilité aux informations et à la connaissance avec la décentralisation des sièges universitaires.

Cependant, les acteurs universitaires ont été accusés d'indifférence vis à vis des exigences et des dynamiques urbaines, selon des démarches individualistes dans la gestion des institutions. Pour vérifier l'enracinement (§ 2) des universités dans les processus de transition urbaine on a commencé par les réponses aux interviews conduites avec un échantillon d'entreprises

choisies parmi celles qui plus activement participent au circuit de production de la connaissance : les entreprises innovantes.

Il s'agit de 80 entreprises, définies innovantes par l'Observatoire de la Chambre de Commerce de Turin (CCIAA Torino et Fondazione Rosselli, 2009), qui sont localisées dans la ville de Turin (49%) et les autres municipalités de la Province turinoise (26 sur 315 communes qui forment la Province). Dans le champion analysé, les entreprises plus représentées sont les micro-entreprises avec moins de 10 employés (40%), suivi des petites et moyennes entreprises (PME) avec dimension entre 10 et 49 employés (38%) ou entre 50 et 249 (19%). Par contre les grandes entreprises ne sont pas beaucoup (3%). Presque un tiers du champion fait partie des secteurs à haute technologie (29%). La partie restante est partagée parmi les secteurs tertiaire (35%) et celui secondaire (36%) à technologie moyenne et basse.

Les résultats des interviews montrent qu'il y a des bonnes pré-conditions au niveau de l'enracinement territorial des acteurs universitaires (le Politecnico di Torino et l'Università degli Studi di Torino) dans le système tourinoise:

- ils satisfont une demande technologique qui est soit consistante, soit spécifique de Turin (territorialisée ou « place-specific » dans l'acception anglais). Pour les entreprises interviewées, l'innovation est, en fait, fondamentale (47 réponses; 49%) ou significative (22; 28%). Donc, pour la plupart, elles ont un budget consacré à la R&D (43; 54%) et envisagent d'augmenter leurs investissements dans ce domaine (48; 60%). Déjà 18 entreprises (23%) y dépensent plus de 15% de leur chiffre d'affaires annuel (une moitié de ces dernières sont des micro-entreprises à haute technologie) ; 11 entreprises (14%) dépensent de 3 à 7% ; 10 entreprises (13%) de 7 à 15%;
- ils fournissent externalités positives aux entreprises innovantes locales en manière directe et indirecte. D'une côté, ils fournissent services et connaissance. Selon 46 interviewés (58%) elles exercent une influence technologique importante sur les entreprises du territoire. Cependant, 25 entreprises (31%), dont 10 micro-entreprises (13%) et 12 entreprises manufacturières (15%), nient cet impact. De l'autre côté, fournissent avantages en terms soit de diversification culturelle du milieu local (parmi les avantages reconnus au formation universitaire il y ont: ouverture d'esprit, meilleure formation, plus grande différenciation des compétences et ouverture à l'innovation), soit – comme explique dans le point suivant - de retour d'images;
- *contribuent à influencer les aspects qui connotent le système urbain.* Selon l'opinion des entreprises, l'image de Turin est liée surtout à des facteurs de production et d'innovation qui relèvent de la structure industrielle de Turin et du rôle du système universitaire dans ses transition postfordiste: environnement créatif et innovant et bassin d'emploi qualifié (37 réponses, 46%); tissu d'entreprises dense (33; 45%); bonne image du territoire pour les clients et les partenaires (18; 23%). Pour presque deux tiers du champion le

Politecnico di Torino et l'Università degli Studi di Torino contribuent à connoter positivement l'image de Turin (58 réponses ; 73%). Les universités turinoises emportent une bonne évaluation par rapport aux autres universités italiennes (au dessus de la moyenne nationale pour 55 entreprises; 69%). Les entreprises industrielles expriment une évaluation positive (41; 51%) et très positif (17; 21% alors que celles du secteur des services sont moins d'accord).

- ils établissent *des liaisons importantes avec le tissu industriel*. Ils remplissent une fonction satisfaisant (pour 44 entreprises, 55%) et très satisfaisant (10 ; 13%) en termes de formation et d'offre de ressources humaines qualifiées : les stages sont le moyen privilégié d'embauche pour 32 entreprises (40%). Les avantages liés à la proximité avec l'université se fondent sur des collaborations et projets de recherche (23; 28%); une offre remarquable de personnel qualifié (17; 21%), choisi surtout parmi ceux qui ont obtenu un master 2 (46 réponses, 58%, dont 29 avec la préférence la plus haute) ou une licence (30, 38%, dont 13 avec la préférence la plus haute). Peu d'entreprises (11; 14%) demandent les doctorats de recherche, qui semblent ne répondre pas aux exigences des entreprises, qui cherchent des compétences opérationnelles (43; 54%), adaptabilité (22; 28%), spécialisation (17; 23%) et bas niveau de salaires (7; 8%).

Pourtant, il y a aussi des éléments qui empêchent l'enracinement. En particulier, quoique importantes, les relations établies sont souvent des liens au contenu de connaissance très faible ou ne sont pas suffisamment mises en valeur. Les relations entre entreprises et universités concernent les aspects suivant: le recrutement d'étudiants pour des périodes de stage ou d'apprentissage (45; 56%), le contact avec des laboratoires de recherche (20; 25%). Seulement 16 entreprises (20%) citent des partenariats de recherche. Ce-là nonétant les entreprises reputent le système turinois bien adapte à permettre la formations de réseaux entre les acteurs locaux : l'image de Turin repose sur la presence des collectivités locales très impliquées pour 18 entreprise (23%) et du dynamisme culturel et associatif pour 18 (23%). En general, les réseaux de relations sont considérés importants par 34 entreprises (43%) , fondamentaux par 25 (31%) et assez importants par 19 (20%), mais on n'utilise pas beaucoup les *social networks*. Seulement 17 entreprises font partie d'un *social network* (21%), par contre la majorité des entreprises interviewées n'a pas répondu ou considère les *social networks* inutiles (74%). Mais, qu'est-ce que les entreprises recherchent dans l'université? Des collaborations de recherche (24; 30%), des projets de transfert technologique (11; 14%) ; du conseil (8; 10%).

Un autre élément négatif est que le Politecnico di Torino et l'Università degli Studi di Torino sont perçus comme deux entités différentes et non intégrées. Le Politecnico est estimé être meilleur que l'Université, à cause de son positionnement dans les classements et son bassin de compétences: 33 entreprises le préfèrent lorsqu'elles recherchent des employés (41%) ; par

contre, 20 entreprises (25%) préfèrent l'Université. Peu d'entreprises s'adressent aux deux structures à la fois (9; 11%).

Enfin, les entreprises demandent aux acteurs universitaires une plus étroite proximité aux exigences des entreprises (53; 66%); une meilleure qualité de l'enseignement (24; 30%) ; une mentalité différente (15; 19%) ; moins de bureaucratie (14; 18%).

Donc, pour ce qui concerne les conditions de l'enracinement territorial mentionnées dans le cadre théorique on peut affirmer que les deux premiers points (les relations entre les acteurs et le système territorial doivent avoir un caractère « territorialisé » et produire d'externalités positives) sont satisfaits, alors que faible est l'activation de projets collectifs et l'élargissement de la gouvernance territoriale.

6 Quelques considérations finales

En conclusion, on est autorisé à affirmer que le rôle de l'université dans l'imaginaire des entreprises turinoises est perçu comme ayant une connotation spécifique (73% des réponses). Les deux universités turinoises sont très bien classées dans le panorama national (positif pour le 69%, surtout les firmes industrielles), bien que le classement du Politecnico (41%) soit meilleur que celui de l'Université (25%).

L'environnement universitaire influence positivement les entreprises (58%), en prévalence pour les relations de stage et d'apprentissage entraînées, moins pour des liaisons de R&D.

Finalement, la diversité culturelle est perçue comme une valeur positive (69%).

Le rôle de l'université comme levier de Turin « ville créative » est différencié selon les institutions concernées :

- 1) le Politecnico joue un rôle stratégique (relations, image extérieure, bassin d'emploi et stagiaires) ;
- 2) l'Université de Turin se place à un niveau inférieur, par le manque de capacité de « faire système ».

L'approche des entreprises est fortement affectée par un intérêt pour la dimension technologique plutôt que pour les aspects liés à la diversité culturelle (tout de même appréciée mais sans en avoir une idée précise). Le rôle de l'université comme facteur d'enracinement est significatif pour les entreprises, fondamental pour les associations et insuffisant pour les collectivités locales.

Des marges d'amélioration sont évidentes, à savoir dans la qualité de l'enseignement, la proximité et le déploiement de relations avec le territoire et les entreprises, avec une stimulation d'une mentalité différente.

7 Bibliographie

- Agnew J. (1994), The Territorial Trap: the Geographical Assumptions of International Relations Theory, *Review of International Political Economy*, 1, 1 : 53-80.
- Agnew J. (2000), From the Political Economy of Regions to Regional Political Economy, *Progress in Human Geography*, 24, 1 : 101-110.
- Amari G. (1980), *Torino come Detroit: capitale dell'automobile : 1895-1940*, Bologna : Cappelli.
- Asheim B. (2003), Territoriality and Economics : On the Contribution of Industrial Districts. In : Gordon et al. (eds) *The Oxford Handbook of Economic Geography*. Oxford: Oxford University Press.
- Associazione Torino Internazionale (2000), *Il Piano strategico della città*, Torino : Torino Internazionale.
- Associazione Torino Internazionale (2006), *Secondo Piano Strategico dell'Area Metropolitana di Torino, Direzioni e Obiettivi*, Torino : Torino Internazionale.
- Aydalot P. (éd.) (1986), *Milieux innovateurs en Europe*, Paris: GREMI.
- Becattini G. (2009), *Ritorno al territorio*, Bologna: Il Mulino.
- Benneworth P., Groen A. (2010), 'No longer the sparkling new idea' : anchoring university entrepreneurship programmes in academic, entrepreneurial and regional policy networks. In: 18th Annual High Technology Small Firms Conference, HTSF, 25-28 May 2010, Enschede, The Netherlands.
- Benneworth P., Hospers G.-J. (2007), Urban Competitiveness in the Knowledge Economy: Universities as New Planning Animateurs, *Progress in Planning*, 67 : 105–197.
- Benneworth P.S., Hospers G.-J. (2007), The New Economic Geography of Old Industrial Regions: Universities as Global/ Local Pipelines, forthcoming in *Environment and Planning C: Government & Policy*, 25 : 779 – 802.
- Bocca G. (2002), FIAT. Quando per i torinesi era la mamma-padrone, *La Repubblica*, 10 ottobre, disponibile sur internet [<http://www.larepubblica.it>, consultée en Août 2008]
- Bramanti A., Salone C. (2009), L'ancoraggio territoriale dello sviluppo nell'economia della conoscenza. In : Bramanti A., Salone C. (a cura di), *Lo sviluppo territoriale nell'economia della conoscenza: teorie, attori, strategie*, Angeli: Milano. 11-33.
- Cabodi C., Rossignolo C., Rota F.S. (2010), *Torino e i suoi territori. Scenari competitivi e coesivi in Europa*, Roma : Carocci.
- Camagni R. (éd.) (1991), *Innovation Networks: Spatial Perspectives*, London: Belhaven.
- Camagni R., Quevit M. (éds.) (1992), *Politiques d'innovation technologique au niveau local*, Padoue: GREMI.

- Chatterton P. (2000), The Cultural Role of Universities in the Community: Revisiting the University- Community Debate, *Environment and Planning A*, 32 : 165-181.
- Chatterton P., Hollands R. (2002), Theorising Urban Playscapes: Producing, Regulating and Consuming Youthful Nightlife City Spaces, *Urban Studies*, 39, 1 : 95-116.
- CCIAA Torino, Fondazione Rosselli (2009) Osservatorio sulle imprese innovative della Provincia di Torino, disponibile sur internet [http://images.to.camcom.it/f/Studi/99/9905_CCIAATO_30112009.pdf, consultée en Juin 2011]
- Città di Torino (1982), *Torino-Detroit: due città a confronto*, Torino : Comune di Torino.
- Comitato Rota-Circolo l'Eau Vive (2007), *Senza rete 2007. Ottavo rapporto annuale su Torino*, Torino : Guerini e associati.
- Comitato Rota-Circolo l'Eau Vive (2010), *Attraverso la crisi. Undicesimo rapporto annuale su Torino*, Torino : Guerini e associati.
- Crivello S. (2009a), Fare cinema a Torino: lavoro, radicamento e relazioni sociali, *Sviluppo locale*, 31 : 69-90.
- Crivello S. (2009b), Torino di notte: politiche urbane, consumo e dinamiche spaziali nel playscape della città, *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, 95 : 112-135.
- De Rossi A., Durbiano G. (2006), *Torino 1980-2011. Le trasformazioni e le sue immagini*, Torino : Allemandi & C.
- Dematteis G., Governa F. (2005), Il territorio nello sviluppo locale. Il contributo del modello SLoT. In: G. Dematteis, F. Governa (a cura di), *Territorialità, sviluppo locale, sostenibilità: il modello SLoT*. Angeli: Milano. 39-88.
- Evans G. (2003), Hard-branding the cultural city - from Prado to Prada, *International Journal of Urban and Regional Research*, 27, 2 : 417-440.
- Florida R. (1995), Toward the learning region, *Futures*, 27, 5 : 527-536.
- Florida R. (2002), *The Rise of the Creative Class: And How it's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York : Basic books.
- Florida R. (2005), *The Flight of the Creative Class: The new global competition for talent*, New York: Harper Business.
- Friedman, J. (1994), *Cultural Identity and Global Processes*. Sage: Newbury Park.
- Friedman J. (1997), Global Crises, the Struggle for Cultural Identity and Intellectual Pork-barreling: Cosmopolitans, Nationals and Locals in an Era of De-hegemonisation. In: P. Werbner (eds.), *The Dialectics of Hybridity*, London: Zed Press.70-89.
- Grabher G. (ed) (1993), *The Embedded Firm. On the socioeconomics of Industrial Networks*, London: Routledge.
- Keating M. (1997), The Innovation of Regions: Political Restructuring and Territorial Government in Western Europe, *Environment and Planning C: Government and Policy*, 15 : 383-398.

- Landry C. (2001), *The Creative City. A Toolkit for Urban Innovators*, London : Earthscan Publications.
- Lazzeretti L. (2008), The Cultural Districtualization Model. In : Cooke P., Lazzeretti L., *Creative Cities, Cultural Clusters and Local Economic Development*, Cheltenham-Northampton : Edward Elgar. 93-120.
- Lovering J. (1999), Theory Led by Policy: The Inadequacies of the 'New Regionalism', *International Journal of Urban and Regional Research*, 23: 379–395.
- Lundvall B-A. (1988), Innovation as an Interactive Process: From User-Producer Interaction to the National System of innovation. In : Dosi et al. (eds), *Technical Change and Economic Theory*, London : Pinter Publishers. 349-369.
- Malberg A. (1997), Industrial Geography: Location and Learning, *Progress in Human Geography*, 21, 4:573-582.
- Mommaas H. (2004), Cultural Clusters and the Post-Industrial City: Towards the Remapping of Urban Cultural Policy, *Urban Studies*, 41 : 507-532.
- Morgan K. (1997), The Learning Region: Institutions, Innovation and Regional Renewal, *Regional Studies*, 31, 5 : 491- 503
- OECD (2001), *Cities and Regions in the New Learning Economy*, Paris : OECD.
- Peck J. (2005), Struggling with the Creative Class, *International Journal of Urban and Regional Research*, 29, 4 : 740-770.
- Pinson G. (2002), Political Government and Governance: Strategic Planning and the Reshaping of Political Capacity in Turin, *International Journal of Urban and Regional Research*, 26, 3 : 477-493.
- Putnam R. D. (1993), *Making Democracy Work*, Princeton (NJ) : Princeton University Press.
- Rodin J. (2007), *The University and Urban Revival: Out of the Ivory Tower and Into the Streets*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Rota F.S. (2006), *Il territorio come produttore di conoscenza. Reti e processi di apprendimento nelle politiche locali per l'innovazione*, Tesi di dottorato in “Pianificazione territoriale e sviluppo locale”, ciclo XVIII, Dipartimento Interateneo Territorio, Politecnico e Università di Torino, Torino.
- Russo G., Terna P. (a cura di) (2004), *I numeri per Torino*, Torino: Otto editore. 107-141.
- Sacco P.L., Segre G. (2009), Creativity, cultural investment and local development: a new theoretical framework for endogenous growth. In: U. Fratesi, L. Senn, *Growth and Innovation of Competitive Regions*, Berlin-Heidelberg : Springer-Verlag. 281-294.
- Santagata, W. (2006), Cultural Districts and their role in developed and developing countries. In. V. Ginsburgh and D. Throsby (eds), *Handbook of the Economics of Art and Culture*, Vol. I, Amsterdam : Elsevier. 1102-1118.
- Santangelo M., Vanolo A. (eds) (2010), *Di capitale importanza. Immagini e trasformazioni di Torino*, Roma: Carocci.

- Scott A.J. (2000), *The Cultural Economy of Cities*, London : Sage Publications.
- Storper M. (1995), *The Regional World*, New York (NY): The Guilford Press.
- Thrift N. (2005), *Knowing Capitalism*, London: Sage.
- Vanolo A. (2008), The Image of the Creative City: Some Reflections on Urban Branding in Turin, *Cities*, 25 : 370-382.
- Veltz P. (1996), *Mondialisation, villes et territoires: l'économie d'archipel*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Vivant E. (2009), *Qu'est-ce que la ville créative?*, Collection 'La Ville en débat'. Paris : Presses Universitaires de France.

ABSTRACT

The article focuses on the role played today by the mechanisms of production, accumulation and exploitation of knowledge by setting theoretical reflections and by investigating the role of local universities in the city of Turin, Italy.

The reflection starts from the assumption that, in the post-Fordist era, knowledge, culture and creativity are more and more crucial in the politico-economic strategies of a number of private and public actors. Particularly, urban and regional studies have not been spared from this wave, to the point that the system orbiting around the notion of knowledge is now conceived as the main rationale for development. The paper underlines how many scholars conceptualise cultural components as key elements in the building of local capacity and in the attraction of resources and capital flows in global networks, as contemporary capitalism more and more incorporates elements and processes linked to codified and tacit knowledge dynamics, innovation, creativity and symbolic capital, setting a general ‘cultural turn’ within regional and urban development theories.

The paper outlines a summary of the growing integration of the ‘circuit of knowledge’ in the theories of regional and urban development under three perspectives: the discovery of knowledge and innovation in regional and urban development; the relationship between creativity, knowledge and places; the emergence of culture-based territorial development policies. Particularly, the paper proposes empirical reflections on the case of Turin, an industrial city with a relevant Fordist tradition, by investigating the role of the local universities as agents of innovation and knowledge production/circulation. The outcomes of the analysis, based on interviews with relevant urban political and economic actors, confirm the perception of the local universities as relevant agents of the knowledge economy.